



Paris, le 5 février 2018

secrétariat national :
BP 8337
69356 Lyon cedex 08
tel 04 78 74 47 22
apbg@wanadoo.fr

M. le Député Bruno STUDER
La République en Marche
Assemblée nationale
126 rue de l'université
75355 Paris 07 SP

Objet : projet de réforme du lycée

Monsieur le Député,

Compte tenu de vos responsabilités vis à vis des citoyens et de la Nation, et dans l'intérêt majeur que vous portez à l'éducation et au développement économique de notre Nation au sein de l'Europe, le Bureau national de l'APBG (Association des Professeurs de Biologie et Géologie) tient à vous alerter des dangers concernant l'évolution des sciences expérimentales et en particulier des sciences de la vie et de la Terre (SVT) dans le projet de réforme du lycée.

En effet, nous notons, dans le rapport des consultations avec les acteurs de l'Éducation lors de la « mission Mathiot », remis au Ministre de l'Éducation nationale le 24 janvier 2018, l'absence de l'enseignement des sciences de la vie et de la Terre (SVT) comme discipline obligatoire dans les enseignements fondamentaux du cycle terminal (première et terminale). D'où la crainte qu'une part importante de lycéens pourrait ne plus avoir de SVT après le premier semestre de seconde. Ce serait un recul très grave, une aberration économique, citoyenne et culturelle alors que le gouvernement clame que l'on a besoin et que l'on doit former plus de scientifiques, tout comme l'on a davantage besoin de prévention en santé.

Pour l'APBG, il est indispensable d'assurer aux lycéens un enseignement scientifique rigoureux, dans le cadre d'horaires décents pour notre discipline. Les sciences de la biologie comme de la géologie au sens large, ne doivent pas devenir des matières d'enseignement optionnelles et disparaître du tronc commun des matières que l'on considère comme suffisamment universelles et fondamentales pour être enseignées de manière obligatoire.

L'APBG demande de maintenir les Sciences de la vie et de la Terre comme discipline obligatoire dans les enseignements fondamentaux du lycée.

Nous vous demandons de poser une question écrite et d'intervenir de la manière que vous jugerez la plus adéquate auprès du Ministre de l'Éducation nationale.

Certain que vous donnerez une suite positive à notre demande qui est faite uniquement dans l'intérêt de la jeunesse et de l'avenir de notre pays, nous vous prions de croire, Monsieur le Député, à l'expression de notre haute considération.

Serge Lacassie,
Président de l'APBG

Gilbert Faury
Secrétaire général